

Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Mamers

SDIS de la Sarthe
Sous direction des moyens opérationnels
Groupement Organisation et Coordination des Secours
Service prévention
Dossier étudié par : Romain PEREZ /IB
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87
Courriel : serv.prev@sdis72.fr
Fax : 02.43.74.37.86

PROCÈS-VERBAL

OBJET : Contrôle des établissements recevant du public

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Mamers s'est réunie le 16/02/2024 en vue d'émettre, conformément aux dispositions des articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation et du décret n°95-260 du 8 mars 1995, un avis sur l'exploitation de l'Établissement Recevant du Public ci-dessous :

Commune :	LA FERTE BERNARD
Établissement :	E 132 00012 001 - EHPAD PAUL CHAPRON 56 avenue Pierre Brûlé
Catégorie :	4ème cat.
Type principal :	J

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.143-22 et R.143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,

M. PARACHOUT, Sous Préfecture de Mamers



Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Mamers

RAPPORT DE LA VISITE DU : 16/02/2024

Établissement : E 132 00012 001 - EHPAD PAUL CHAPRON
Adresse : 56 avenue Pierre Brûlé
72400 LA FERTE BERNARD
Type et Catégorie : J - 4ème cat.
Objet de la visite : Visite périodique
Périodicité des visites : 36 mois
Date dernière visite périodique et avis : 17/02/2021 - avis favorable

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Membres ayant voix délibérative :

Le président de la commission : M. PARACHOUT, Sous Préfecture de Mamers
Le représentant du MAIRE : M. THOMAS
Le représentant du DDSIS : M. le Cne PEREZ

Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- Mme BAZOGE, cadre de santé EHPAD
- Mme MABILLE, cadre supérieure de Santé EHPAD
- M. MABILLE, responsable ST
- M. REILLON, directeur adjoint

RÈGLEMENTATION

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 143-3, R. 184-4 et R. 184-5 du code de la construction et de l'habitation.

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou d'AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
PC.132.06.C2884	Réaménagement, extension, reclassement	24/10/2006	19/03/2010
Avis SCDS	Dossier SSI	22/01/2009	19/03/2010
AT.132.17.Z0004	Transformation d'un local en deux bureaux	30/03/2017	22/03/2018
AT.132.19.Z0050	Changement d'affectation d'un local.	21/11/2019	/

DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de M. MABILLE, responsable service technique.

Descriptif :

Bâtiment à R+2 isolé des tiers par éloignement.

- rez de chaussée :

- 1 Hall d'accueil
- 2 bureaux
- 2 salles de réunion
- 1 service de consultation de gériatrie
- 1 atelier CMP
- 1 zone de consultation
- 1 office
- 1 chaufferie gaz

- rez de jardin

L'UPAD

- 1 unité Alzheimer avec 14 chambres
- 1 bureau transmission
- 1 Grande pièce de vie
- 23 chambres
- 1 salle à manger
- des salles de bains
- 1 accueil
- 1 salle de pause

- 1^{er} étage

- 40 chambres
- des salles de bains
- 1 salon de coiffure
- des locaux lingerie
- des locaux rangement
- 1 salle à manger
- 1 local office
- 1 bureau

VERIFICATIONS TECHNIQUES

Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :

NATURE	VÉRIFICATEUR	DATE	OBSERVATIONS
Installations électriques	APAVE	07/07/2023	
Éclairage de sécurité (BAES)	APAVE	07/07/2023	
Source de remplacement - groupe électrogène de sécurité (livret d'entretien)	Groupe hôpital		
Installation de gaz (étanchéité du réseau)	APAVE	13/10/2023	
Installation de chauffage (gaz)	DALKIA	06/02/2024	
ramonage des conduits de fumée	ADI AMS	09/10/2023	
Ascenseurs (x2) :			
- contrat annuel d'entretien	OTIS	09/02/2024	
- contrôle quinquennal par organisme agréé	APAVE	01/06/2023	3 obs. levées le 09/02/2024
Système de sécurité incendie de catégorie (A) : système d'alarme type (1)			
- contrat annuel d'entretien	SIEMENS	05/09/2023	
- contrôle triennal par organisme agréé (1 ^{er} groupe)	APAVE	30/11/2023	
- contrôle triennal désenfumage mécanique	APAVE	30/11/2023	3 obs levées le 09/02/2024
Système de détection automatique d'incendie - porte coupe feu des réserves	M. MABILLE (en interne)	05/09/2023	
Installation de désenfumage (tirer lâcher, CO ₂) cages d'escalier	SSIAP de l'Ehpad (en interne)	13/02/2024	
Extincteurs portatifs	IPS	19/09/2023	
Portes automatiques (contrat annuel d'entretien)	APAVE AF MAINTENANCE	12/10/2023 04/10/2023	
Réseau de fluides médicaux	APAVE	31/10/2023	1 obs. levée le 31/01/2024
Autres vérifications (thermographie)	APAVE	28/03/2023	

Contrôles (art. M574) :

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Autres vérifications :

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs :

- 2023 - 22 personnes
- 2020 - 9 personnes
- 2019 - 23 personnes
- 2017 - 30 personnes M. CONTE
- 2010 - 2 personnes (information sur les fumées)

- exercice d'évacuation et système de sécurité incendie :

- 2017 - 40 personnes
- 2018 : 17 personnes
- 2019 : 17 personnes

- 2020 : 17 personnes

- 2023 : 20 personnes

Surveillance de l'établissement (ERP de type J) : 2 personnes (tableau de report + DEA)

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) - Consignes : oui

Plan de l'établissement : oui

Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200 m de l'établissement : oui

Observations relevées lors de la visite :

Un gestionnaire Informatique "Gest Form" retrace la formation de tous les agents.

CLASSEMENT

Classement selon l'article R2

Mode de calcul de l'effectif admissible : déclaration du chef d'établissement

Détail du calcul :

- a) 77 résidents
- b) public : 36 personnes au titre des résidents
- c) personnel : 30 personnes

Effectif total = 143 personnes.

Établissement Recevant du Public de 4^{ème} catégorie et de type R+ hébergement.

PRESCRIPTIONS

Prescriptions permanentes :

Vérifications techniques obligatoires (articles R123-43, GE8)

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage - y compris ramonage du conduit d'évacuation des fumées (art. CH57 et CH58)
- les réseaux et appareils fonctionnant au gaz (art. GZ30)
- les appareils de cuisson (art. GC22)
- les hottes de cuisine - y compris le conduit d'extraction (art. GC21)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R143-44 du code de la construction et de l'habitation).

Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).

Prescriptions antérieures :

Action	Ordre	Libellé
Aucune prescription		

Nouvelles prescriptions :

Ordre	Libellé
	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, les justificatifs de levée d'observations :
1	- du rapport de vérification quinquennal APAVE sur les ascenseurs. (art. R123.44).

Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.